

L'économie de croissance : une machine sans frein qui nous conduit droit dans le mur !

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui avec raison pensent que la logique de l'économie de marché est hors contrôle et est responsable de la dégradation générale des conditions d'existence sur Terre. Mais quelle est la logique qui, au cœur de l'économie, fait de celle-ci un tel déchaînement de forces destructrices ? Il s'agit de **l'idéologie de la croissance**.

Si elle a pu, dans le passé, permettre un accroissement compréhensible du bien-être, la croissance est devenue dans nos sociétés un dogme mortifère. A chaque crise économique, une seule réponse revient dans la bouche de tous les responsables (politiques, économiques, syndicaux,...) : « il faut relancer la croissance ». Sans que jamais cette certitude ne fasse l'objet d'un questionnement critique.

Or, depuis plus d'une trentaine d'années, la courbe du PIB s'est séparée de celle du bien-être.

La croissance est devenue destructrice.

Le réchauffement planétaire n'est qu'un des effets de ce maintien en surrégime de l'économie sensé, par la croissance infinie, nous ouvrir un avenir radieux. Or, cette promesse d'un bonheur basée sur l'accroissement infini de biens de consommation montre aujourd'hui son vrai visage. Cet accroissement va de pair avec l'épuisement des ressources et un accroissement exponentiel de la masse des déchets irrécupérables, CO2 en tête.

Il n'y aura pas de solution à la crise climatique sans **sortie du productivisme** et sans **l'abandon de la croyance en la croissance économique !**

L'idéologie croissanciste ne nous plonge pas seulement dans une **crise environnementale**,

mais aussi une **crise sociale**. Le Tout-à-la-croissance justifie toutes les régressions sociales, toujours plus de flexibilité, de productivité et une mise sous pression immorale du Sud. En nous réduisant au rang de producteur/consommateur, la croissance nous plonge dans une **crise de sens** et **une crise politique**. Inféodé à l'impératif de la croissance, le politique ne peut difficilement faire autrement que répondre aux injonctions du marché.

Réponses croissancistes aux crises : entre illusion et imposture.

Aujourd'hui, les politiques publiques qui cherchent à pallier les dégâts sociaux et environnementaux de la croissance sont elles-mêmes tributaires de la croissance pour leur financement. Dès lors, agir sur les causes des dégâts leur est impossible. Lorsque la croissance s'essouffle, l'action publique se trouve paralysée au moment même où elle est devenue urgente. La croissance et le productivisme sont les deux ressorts idéologiques du capitalisme, ils manifestent son désir d'accroître sans fin les marges de profits, même au détriment du bien commun. **Le capitalisme ne peut pas être moralisé** ; en sortant de l'idéologie de la croissance, nous sortirions de sa mainmise sur l'organisation sociale.

Le capitalisme a trouvé aujourd'hui sa réponse à la question de la dégradation générale de l'écosystème planétaire. L'idéologie dominante a développé une terminologie permettant de concilier en apparence la croissance illimitée et la nécessité d'un monde écologiquement et socialement plus soutenable, il s'agit du *développement durable*. Cette idée séduisante cache en réalité un objectif tout autre : détruire moins pour détruire plus longtemps en ne

remettant pas en question nos modes de production et les rapports sociaux qu'ils soutiennent. Cette imposture est, pour le marché, une manière de sauver le régime économique face à la montée de la contestation et une opportunité de relancer la croissance, pas une remise en question de celle-ci.

L'objection de croissance : une révolution sereine, démocratique et solidaire.

Si une croissance infinie dans un monde fini n'est ni possible ni souhaitable, il nous faut un changement de cap radical, c'est-à-dire l'abandon de l'impératif de la croissance comme finalité du modèle économique planétaire. Cela passe par une réévaluation différenciée des moyens et modes de production en fonction des besoins réels des différentes régions de la planète. Il n'y a pas de recettes clef sur porte de la décroissance solidaire et conviviale applicable indistinctement à toutes les situations. Toutefois, on peut identifier un certain nombre de principes permettant d'orienter l'action collective et individuelle sur base volontaire et démocratique et qui ne passe pas forcément par une prise de pouvoir préalable :

- retrouver des outils socio-économiques maîtrisables par les citoyens. Relocaliser l'économie, viser l'autonomie alimentaire et énergétique au sein de petits ensembles économiques coopératifs. A côté du droit de propriété, organiser le droit d'usage collectif.
- Une relocalisation politique et donc le développement de la démocratie directe et locale à partir de laquelle pourront être reconstruits des ensembles politiques plus grands. La création de monnaies locales afin de nous réapproprier le pouvoir économique.

Le cycle vertueux des 8 R

Au cercle vicieux de la logique productiviste du « toujours plus », l'objection de croissance oppose une logique qui allie à la fois la réduction de la production et une plus grande équité sociale. Ce cercle vertueux peut se concevoir selon les « 8 R » : Réévaluer→ Reconceptualiser→ Restructurer→ Redistribuer→ Relocaliser→ Réduire→ Réutiliser/Recycler→ Réévaluer→ ...

De manière générale, et loin de vouloir décroître sans fin, il s'agit de favoriser à tous les niveaux une vie sociale privilégiant l'autonomie collective et individuelle, là où le « Tout-au-marché » organise la dépendance et le repli des individus dans la sphère privée.

Plus largement encore, il s'agit d'un programme visant un partage équitable des richesses au Nord comme au Sud et entre ceux-ci. En affectant les gains de productivité à la réduction du temps de travail, la société de décroissance entend libérer les individus du tout au travail et du consumérisme. Elle vise aussi à relâcher la pression économique sur le Sud afin de le mettre en mesure de retrouver son autonomie vis-à-vis du Nord. Il s'agit avant tout d'un projet émancipateur dont le sens est d'offrir aux êtres humains la possibilité de quitter l'enfermement de l'économisme pour qu'ils puissent se réapproprier leur capacité d'action afin de sortir du sentiment d'impuissance. En un mot, **retrouver notre autonomie dans une coopération conviviale et solidaire avec nos semblables et la Nature.**

A lire absolument :

Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Édition Mille et une nuits (4€).

Voir le site du Mouvement pour d'autres références et articles ainsi que le manifeste du Mouvement : www.objecteursdecroissance.be.

Le Mouvement politique des objecteurs de croissance

Après une longue période de gestation et de réflexion, le Mouvement politique des objecteurs de croissance a vu le jour le 18 octobre 2009. Ce mouvement se veut un catalyseur de la critique de la croissance au sein de la société belge. L'un de ses objectifs est de porter la question de l'objection de croissance sur la place publique en suscitant le débat et la réflexion.

Ensuite, parce qu'ils ne réduisent pas l'action politique à l'enjeu électoral, les objecteurs de croissance souhaitent contribuer à la promotion d'initiatives sociales et économiques concrètes afin de démontrer le caractère viable et immédiatement réalisable de leur alternative.

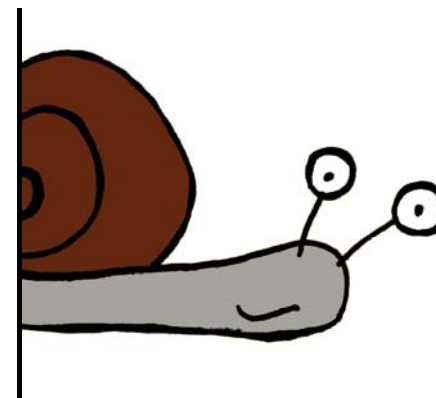
Contact :

Mouvement politique
des objecteurs de croissance
Rue Basse-Marcelle 26, 5000 Namur
info@objecteursdecroissance.be
www.objecteursdecroissance.be

Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste, Kenneth Boulding.

Les hommes sont-ils devenus fous ? Je le pense, et je le pense de plus en plus. Tout cela ne peut, ne pourra conduire qu'à notre perte. A moins que..., Dominique Belpomme.

Éditeur : Jean-Laurent Gillain, rue Tiberghien 8, Saint-Josse-Ten-Noode



Mouvement politique des objecteurs de croissance

**Ni nucléaire,
ni effet de serre.
Relocalisons !**

**La croissance n'est pas la solution,
c'est le problème !**

Pierre Rabhi

www.objecteursdecroissance.be